

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS, OPPOSITION
OFFICIELLE

AVRIL 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

	LIBELLÉ DE LA QUESTION	Référence au cahier MSP	PAGE
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		1
4	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.		2
6	Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes : a. Ministère de la Sécurité publique; b. Commissaire à la déontologie policière; c. Bureau du Coroner; d. RACJ; e. SQ; f. Tribunal administratif de déontologie policière; g. BEI; h. Commission des libérations conditionnelles; i. Fonds des services de police; j. UPAC; k. École nationale de police; l. École nationale des pompiers; m. SOPFEU.		3
7	Pour chacune des organisations ci-dessus, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes: a. Gel de recrutement; a. Concernant le gel de recrutement, veuillez nous indiquer le nombre de postes actuellement vacants et non comblés en raison du gel imposé et les économies générées. b. Limitation du temps supplémentaire; c. Limitation des dépenses de déplacement. Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.		4
8	Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2024-2025, ventilé par organisme.		5
258	L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2023-2024.		6
259	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.		7

260	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2023-2024. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.		8
261	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2024, par catégorie et par origine.		9
262	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.		10

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Dates	Mandat	Membre Participant	Budget	Résultats
Comité de liaison	2024-06 2024-10 2024-12	Forum d'échange réunissant les principales parties prenantes en matière de déontologie policière	Me Marc-Antoine Adam	0\$	3 réunions
Regroupement des présidents des tribunaux administratifs	2024-05 2024-06 2024-08 2024-09 2024-10 2024-11 2025-01	Forum d'échange regroupant les dirigeants des tribunaux administratifs québécois	Me Marc-Antoine Adam	0\$	7 réunions
Comité de pratiques des petits organismes	2024-05 2024-10 2024-11 2025-02	Forum d'échange sur les réalités des petits organismes	Me Carole Beaulieu	0\$	4 réunions

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 :

- a. le nom de toutes les campagnes ;
- b. les coûts de ces campagnes ;
- c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d. les dates de diffusion de la campagne ;
- e. les objectifs visés par chaque campagne

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	DATES	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Affichage offre d'emplois Membres du Tribunal	2024-10-31 au 2025-11-15	Droit-inc	1 100 \$
Affichage offre d'emplois Membres du Tribunal	2024-10-31 au 2025-11-15	Corporation des services du Barreau du Québec	700 \$

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 6 : Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes :

- a. Ministère de la Sécurité publique;**
- b. Commissaire à la déontologie policière;**
- c. Bureau du Coroner;**
- d. RACJ;**
- e. SQ;**
- f. Tribunal administratif de déontologie policière;**
- g. BEI;**
- h. Commission des libérations conditionnelles;**
- i. Fonds des services de police;**
- j. UPAC;**
- k. École nationale de police;**
- l. École nationale des pompiers;**
- m. SOPFEU.**

Voir la réponse à la question 7

COÛT (\$)

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 7 : Pour chacune des organisations ci-dessus, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes:

- a. Gel de recrutement;**
- b. Concernant le gel de recrutement, veuillez nous indiquer le nombre de postes actuellement vacants et non comblés en raison du gel imposé et les économies générées.**
- c. Limitation du temps supplémentaire;**
- d. Limitation des dépenses de déplacement.**
- e. Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse**

a	Le TADP a procédé a un gel de recrutement tel que demandé par le SCT en octobre 2024
b	1 poste est à combler au TADP
c	Aucun temps supplémentaire n'a été fait au TADP en 2024-2025. Cette mesure sera appliquée pour 2025-2026.
d	Chaque déplacement est analysé en fonction de sa pertinence et de son coût. Les rencontres et audiences virtuelles sont privilégiées lorsque appropriées.
e	Aucune demande d'exemption au Conseil du Trésor n'a été faite pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2024-2025, ventilé par organisme.

Le TADP concentre ses efforts d'économie à respecter les crédits octroyés à chaque année. En outre les mesures annoncées par le Conseil du Trésor concernant les heures supplémentaires, le gel de recrutement et le renouvellement des emplois occasionnels seront appliquées.

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 258 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS¹	MASSE SALARIALE² (\$)
Président et membres	7	1 023 555 \$
Professionnels (incluant avocats)	2	206 910 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	230 298 \$
Gestionnaire	1	72 947 \$

¹Niveau des effectifs au 31 janvier 2025

²Somme des salaires versés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 259 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations prévues. Veuillez noter que la numération comprend, pour certains juges administratifs, un paiement forfaitaire rétroactif pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2023 pour les avocats et notaires de l'État québécois

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION au 31 janvier 2024 (en \$)
Adam, Marc-Antoine	Membre / Président	2022-01-10	2027-01-09	183 614 \$
Côté, Isabelle	Membre	2024-01-07	2029-01-06	160 882 \$
Cree, Lysane	Membre	2022-01-10	2024-09-24 (démission)	76 253 \$
Crevier, Edith	Membre	2024-11-29	2029-11-28	185 344 \$
Mc Mahon, Benoit	Membre	2023-11-16	2028-11-15	143 420 \$
Rivard, Louise	Membre	2021-06-01	2025-01-02	125 724 \$
Séguin, Sylvie	Membre / Vice-présidente	2022-01-10	2027-01-09	148 317 \$

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 260 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2024-2025. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.

ORIGINE	2024-2025 ²	
	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	15	11
Corps municipaux	26	6
SPVM	15	9
Corps de police autochtone	3	1
Constables spéciaux	-	-
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune, les enquêteurs de l'UPAC et les enquêteurs du BEI.

² Dossiers reçus en 2024-2025 au 31 janvier 2025.

3 Il y a 2 dossiers qui incluait 2 corps de police différents

* Note: En ce qui a trait au nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et à une sanction, veuillez vous référer aux rapports annuels de gestion du Tribunal administratif de

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 261 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2024-2025 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

¹ Données compilées en date du 31 janvier 2025. Il n'y a aucun dossier en suspens.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

QUESTION 262 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen de traitement d'un dossier au Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) dépend du délai encouru entre la réception de la citation, de sa mise au rôle, de la première journée d'audience, des remises accordées à la suite des demandes des parties pour des motifs sérieux, du nombre de jours d'audience requis, ainsi que du délai de délibéré. À cela s'ajoute le fait que lorsque le comportement de l'agent de la paix est jugé dérogatoire, le Tribunal doit tenir une deuxième audience et rendre une autre décision pour déterminer la sanction.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation (de la réception de la citation à la fermeture) a été de 27,91 mois pour l'année 2022-2023, de 27,37 mois pour l'année 2023-2024 et de 22,48 mois pour l'année 2024-2025¹. Aucun dossier n'a été suspendu en 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025².

La Tribunal a adopté le 1er janvier 2024 une directive sur la mise au rôle et la gestion des instances afin notamment de réduire les délais. Le délai de mise au rôle des dossiers reçus entre le 1er avril 2024 et le 31 janvier 2025 est de 127,60 jours alors que du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 le délai moyen entre la réception de la citation et sa mise au rôle était de 171,82 jours.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions au fond et les décisions fond/sanction en matière de citation³, il a été de 117,28 jours en 2022-2023, soit 3,8 mois, de 75,56 jours en 2023-2024, soit 2,48 mois et de 81,12 jours en 2024-2025, soit 2,67 mois. Notons que, comme l'année dernière, mais dans une moindre mesure, plusieurs dossiers ont fait l'objet d'un règlement, soit par une reconnaissance de responsabilité de l'agent cité ou par une demande de retrait de citation, raccourcissant d'autant les délais de délibérés. Par ailleurs, en septembre 2024, une des 7 juges administratives du Tribunal a dû quitter ses fonctions à la suite de sa nomination à la Cour supérieure alors qu'une autre, sur le point de prendre sa retraite, ne pouvait plus prendre de nouveaux dossiers, si bien que les 5 membres restant ont dû composer avec une surcharge de travail, occasionnant des impacts au niveau des délais de délibéré.

Les objectifs prévus au plan stratégique 2022-2026 du Tribunal tiennent compte de la complexité des dossiers en excluant du calcul les dossiers plus complexes et en prévoyant que 80% des décisions en matière de citation doivent être rendues dans un délai moyen de moins de 70 jours. En 2024-2025⁴, suivant ce calcul, le délai moyen de délibéré était de 53,44 jours comparativement à 28,56 jours en 2023-2024⁵ et à 65,63 jours en 2022-2023.

Il ressort de ce qui précède que le délai moyen de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de sa remise au rôle lorsqu'une remise est accordée, délais sur lesquels le Tribunal n'a qu'un contrôle limité. Il est difficile d'arrimer les disponibilités des avocats qui représentent la partie policière avec celles des avocats de la Commissaire. Les dossiers traités par le Tribunal sont devenus de plus en plus complexe au cours des dernières années augmentant, par conséquent, la durée des audiences, ce qui peut contribuer à augmenter le délai de traitement en raison de la difficulté à trouver des dates qui conviennent aux parties. Cette difficulté est présente également lorsque les parties font une évaluation erronée du nombre de jours nécessaires.

¹ En date du 31 janvier 2025

² En date du 31 janvier 2025

³ Excluant les décisions sur sanction alors que dans le rapport annuel de gestion en reddition du plan stratégique, elles sont incluses.

⁴ En date du 31 janvier 2025

⁵ Lorsque rapporté sur l'ensemble de l'année financière 2023-2024, ce délai a été de 49,5 jours.

*Tribunal administratif
de déontologie
policière*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS 2^{ième} GROUPE
D'OPPOSITION

AVRIL 2025

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
9	Pour l'année 2024-2025, quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS).		1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2024-2025, quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes.

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

*Tribunal administratif
de déontologie
policière*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS 3^{ième} GROUPE
D'OPPOSITION

AVRIL 2025

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**TABLE DES MATIÈRES****ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****TABLE DES MATIÈRES****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.		1
134	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025.		2
135	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations prévues.		3
136	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2024-2025.		4
137	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.		5
138	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.		6

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Dates	Mandat	Membre Participant	Budget	Résultats
Comité de liaison	2024-06 2024-10 2024-12	Forum d'échange réunissant les principales parties prenantes en matière de déontologie policière	Me Marc-Antoine Adam	0\$	3 réunions
Regroupement des présidents des tribunaux administratifs	2024-05 2024-06 2024-08 2024-09 2024-10 2024-11 2025-01	Forum d'échange regroupant les dirigeants des tribunaux administratifs québécois	Me Marc-Antoine Adam	0\$	7 réunions
Comité de pratiques des petits organismes	2024-05 2024-10 2024-11 2025-02	Forum d'échange sur les réalités des petits organismes	Me Carole Beaulieu	0\$	4 réunions

Exercice du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 134 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS¹	MASSE SALARIALE² (\$)
Président et membres	7	1 023 555 \$
Professionnels (incluant avocats)	2	206 910 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	230 298 \$
Gestionnaire	1	72 947 \$

¹Niveau des effectifs au 31 janvier 2025

²Somme des salaires versés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 135 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations prévues.
 Veuillez noter que la numération comprend, pour certains juges administratifs, un paiement forfaitaire rétroactif pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2023 pour les avocats et notaires de l'État québécois

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION au 31 janvier 2024 (en \$)
Adam, Marc-Antoine	Membre / Président	2022-01-10	2027-01-09	183 614 \$
Côté, Isabelle	Membre	2024-01-07	2029-01-06	160 882 \$
Cree, Lysane	Membre	2022-01-10	2024-09-24 (Démission)	76 253 \$
Crevier, Edith	Membre	2024-11-29	2029-11-28	185 344 \$
Mc Mahon, Benoît	Membre	2023-11-16	2028-11-15	143 420 \$
Rivard, Louise	Membre	2021-06-01	2025-01-02	125 724 \$
Séguin, Sylvie	Membre / Vice-présidente	2022-01-10	2027-01-09	148 317 \$

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 136 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2024-2025. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.

ORIGINE	2024-2025 ²	
	CITATIONS	RÉVISIONS ³
Sûreté du Québec	15	11
Corps municipaux	26	6
SPVM	15	9
Corps de police autochtone	3	1
Constables spéciaux	-	-
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune, les enquêteurs de l'UPAC et les enquêteurs du BEI.

² Dossiers reçus en 2024-2025 au 31 janvier 2025.

³ Il y a 2 dossiers qui incluait 2 corps de police différents

* Note: En ce qui a trait au nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et à une sanction, veuillez vous référer aux rapports annuels de gestion du Tribunal administratif de déontologie policière

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 137 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2024-2025 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

¹ Données compilées en date du 31 janvier 2025. Il n'y a aucun dossier en suspens.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 138 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen de traitement d'un dossier au Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) dépend du délai encouru entre la réception de la citation, de sa mise au rôle, de la première journée d'audience, des remises accordées à la suite des demandes des parties pour des motifs sérieux, du nombre de jours d'audience requis, ainsi que du délai de délibéré. À cela s'ajoute le fait que lorsque le comportement de l'agent de la paix est jugé dérogatoire, le Tribunal doit tenir une deuxième audience et rendre une autre décision pour déterminer la sanction.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation (de la réception de la citation à la fermeture) a été de 27,91 mois pour l'année 2022-2023, de 27,37 mois pour l'année 2023-2024 et de 22,48 mois pour l'année 2024-2025¹. Aucun dossier n'a été suspendu en 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025².

La Tribunal a adopté le 1er janvier 2024 une directive sur la mise au rôle et la gestion des instances afin notamment de réduire les délais. Le délai de mise au rôle des dossiers reçus entre le 1er avril 2024 et le 31 janvier 2025 est de 127,60 jours alors que du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 le délai moyen entre la réception de la citation et sa mise au rôle était de 171,82 jours.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions au fond et les décisions fond/sanction en matière de citation³, il a été de 117,28 jours en 2022-2023, soit 3,8 mois, de 75,56 jours en 2023-2024, soit 2,48 mois et de 81,12 jours en 2024-2025, soit 2,67 mois. Notons que, comme l'année dernière, mais dans une moindre mesure, plusieurs dossiers ont fait l'objet d'un règlement, soit par une reconnaissance de responsabilité de l'agent cité ou par une demande de retrait de citation, raccourcissant d'autant les délais de délibérés. Par ailleurs, en septembre 2024, une des 7 juges administratives du Tribunal a dû quitter ses fonctions à la suite de sa nomination à la Cour supérieure alors qu'une autre, sur le point de prendre sa retraite, ne pouvait plus prendre de nouveaux dossiers, si bien que les 5 membres restant ont dû composer avec une surcharge de travail, occasionnant des impacts au niveau des délais de délibéré.

Les objectifs prévus au plan stratégique 2022-2026 du Tribunal tiennent compte de la complexité des dossiers en excluant du calcul les dossiers plus complexes et en prévoyant que 80% des décisions en matière de citation doivent être rendues dans un délai moyen de moins de 70 jours. En 2024-2025⁴, suivant ce calcul, le délai moyen de délibéré était de 53,44 jours comparativement à 28,56 jours en 2023-2024⁵ et à 65,63 jours en 2022-2023.

Il ressort de ce qui précède que le délai moyen de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de sa remise au rôle lorsqu'une remise est accordée, délais sur lesquels le Tribunal n'a qu'un contrôle limité. Il est difficile d'arrimer les disponibilités des avocats qui représentent la partie policière avec celles des avocats de la Commissaire. Les dossiers traités par le Tribunal sont devenus de plus en plus complexe au cours des dernières années augmentant, par conséquent, la durée des audiences, ce qui peut contribuer à augmenter le délai de traitement en raison de la difficulté à trouver des dates qui conviennent aux parties. Cette difficulté est présente également lorsque les parties font une évaluation erronée du nombre de jours nécessaires.

¹ En date du 31 janvier 2025

² En date du 31 janvier 2025

³ Excluant les décisions sur sanction alors que dans le rapport annuel de gestion en reddition du plan stratégique, elles sont incluses.

⁴ En date du 31 janvier 2025

⁵ Lorsque rapporté sur l'ensemble de l'année financière 2023-2024, ce délai a été de 49,5 jours.